

Zitierhinweis

Huret, Romain: review of: Steve Fraser / Gary Gerstle (eds.), *Ruling America. A History of Wealth and Power in a Democracy*, Cambridge, Mass.: Harvard Univ. Press, 2005, in: *Annales*, 2007, 3 - *Histoires américaines*, p. 744-746, DOI: 10.15463/rec.1189730016, downloaded from recensio.net

First published:
<http://www.cairn.info/revue-Annales-2007-3-p-689.htm>

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinaus gehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

Rarement une étude locale a mobilisé autant de ressources ; pourtant, le résultat souffre précisément de l'ampleur de l'effort consenti. Car T. Dublin et W. Licht s'en sont tenus à leur pré carré, labouré à fond, certes, mais qui prend parfois l'allure d'une autre planète, tant les liens avec l'extérieur semblent ténus. La politique nationale ne fait irruption que de loin en loin dans cette narration parfois étouffante de couleur locale, mais exclusivement par l'intermédiaire des grandes décisions syndicales, politiques, légales ou réglementaires concernant directement les mines et les mineurs. La comparaison avec l'Europe n'occupe que trois pages du chapitre de conclusion sur « les héritages », et consiste surtout à souligner le contraste entre l'absence de politique étatique aux États-Unis et l'importance de cette politique en Europe, avec une certaine tendance à l'idéaliser. Du fait du peu d'articulation théorique entre le local, le national et le mondial, le processus de désindustrialisation devient une sorte de fatalité extérieure, dont les mécanismes sont peu explorés. Peut-être aurait-il fallu moins blâmer le marché de l'anthracite et réfléchir davantage à la manière dont la région s'est d'abord développée en mono-industrie, une piste d'ailleurs suggérée par certains mineurs interrogés, sans doute plus clairvoyants sur ce point que les enquêteurs auxquels ils répondaient.

T. Dublin et W. Licht s'en tiennent en définitive à des conclusions limitées : incapacité des élites à élaborer un projet régional capable de contrer la désindustrialisation, particulièrement en l'absence d'intervention étatique, et grande variation des impacts de ce processus en fonction du sexe ou de l'âge. Selon eux, le « résultat essentiel de cette étude » est que le déclin persistant de la région serait « en partie » dû à « des changements globaux des marchés énergétiques et à un échec de l'action institutionnelle » (p. 189), ce qui constitue un bilan pour le moins réducteur de leur propre travail, heureusement bien plus riche. Après quoi, symptomatiquement, les dix dernières pages du livre sont consacrées à ce qui tient le plus à cœur aux auteurs, le travail de mémoire des habitants et la loyauté dont ceux-ci font preuve à l'égard d'un terroir pourtant ingrat. Peut-être aurait-il fallu laisser le

dernier mot aux chercheurs plutôt qu'aux témoins ; grâce aux seconds, nous bénéficions d'une étude locale merveilleusement fouillée et exploitable, mais l'on se prend à regretter ce que les premiers auraient pu apporter d'intuitions nouvelles, laissées ici un peu trop à la discrétion du lecteur.

PIERRE GERVAIS

Steve Fraser et Gary Gerstle (dir.)

Ruling America. A history of wealth and power in America

Cambridge, Harvard University Press, 2005, 368 p.

Auteurs d'un ouvrage collectif important, *The rise and fall of the New Deal order*, publié en 1989, Steve Fraser et Gary Gerstle ont à nouveau joint leurs efforts pour proposer un ouvrage plus stimulant que convaincant, *Ruling America*. Comme à leur habitude, ils ne cachent pas leurs visées présentistes : l'apparition de plus en plus visible dans l'espace politique américain de « dynasties » économiques – et le terme sonne étrangement en terres démocratiques américaines – rappelle la permanence des élites dans la société contemporaine. S. Fraser et G. Gerstle s'étonnent du relatif désintérêt des historiens pour ce groupe social alors que d'autres sciences sociales, la sociologie en particulier, l'ont scruté avec attention. L'histoire sociale, fortement dominante depuis les années 1960, a décidé de s'intéresser aux exclus et aux minorités, reléguant les élites en toile de fond de l'histoire qu'elle raconte. Toutefois, comme nous y invitent les deux auteurs dans l'introduction de leur ouvrage, la compréhension des formes de l'exclusion ne se conçoit pas sans une étude préalable des élites. De son côté, l'histoire politique, fort dynamique depuis une dizaine d'années aux États-Unis, a davantage profité à l'étude des classes moyennes. Face à cette sécheresse historiographique, S. Fraser et G. Gerstle espèrent renouer avec une tradition plus ancienne, remontant aux écrits des historiens progressistes et à une tradition d'intellectuels critiques, peu audibles dans l'Amérique actuelle. Certes, il ne s'agit pas de revenir à la rhéto-

rique anticapitaliste d'antan, qui dénonçait dans les années 1930 les « barons voleurs » et les « soixante familles », pour reprendre les titres des célèbres ouvrages de Matthew Josephson et Ferdinand Lundberg¹. Afin d'éviter une trop grande dispersion conceptuelle, les auteurs analysent les formes d'investissement du politique par les élites économiques pour comprendre ainsi l'interaction complexe entre pouvoir économique et pouvoir politique.

Organisé de façon chronologique de la révolution américaine à la période actuelle, l'ouvrage se compose de huit articles qui présentent non seulement la grande diversité des élites, un groupe en permanente recomposition en raison de la fluidité des revenus et des processus d'accumulation du capital, mais également leur ambivalence par rapport au politique. Au début de la jeune république américaine, les élites occupent une place prédominante, bien peu contestée. Toutefois, la diversité économique est un facteur de division politique. L'industrialisation en cours conduit certains membres des élites à se tourner exclusivement vers l'industrie et à connaître des réussites considérables, qui accentuent fortement les antagonismes. Jusqu'à la guerre de Sécession, l'esclavage divise les élites et les oppose pour le contrôle de la nature du régime politique à l'échelle nationale. Le clivage Nord/Sud ne doit pas faire oublier les dissensions internes, dans le Nord notamment. Dans sa contribution, très pertinente, Sven Beckert décrit les tensions croissantes entre la vieille élite marchande, dont la richesse est fondée sur le commerce international, et l'élite industrielle en cours de constitution. Reprenant un argument somme toute classique de l'historiographie du XIX^e siècle, tous les auteurs concluent que la division des élites est le facteur principal à l'origine de la guerre de Sécession.

Mais la fin de la guerre ne consacre pas le triomphe de l'élite industrielle du Nord. Car, et c'est à ce moment-là que l'ouvrage gagne en épaisseur historique et renouvelle nos connaissances, la division se prolonge dans un contexte politique pourtant pacifié. La révolution industrielle oblige les élites à recourir à des formes complexes de négociation entre les nouveaux acteurs politiques et économiques que sont l'État et les syndicats. Désormais, les

élites sont contraintes de négocier pour se maintenir au pouvoir. Ce n'est donc plus la seule richesse qui rend possible le pouvoir politique, c'est l'habileté à comprendre la complexité du système politique. Dans un bel article, l'historien Jackson Lears estime que l'antagonisme entre les vieilles élites patriennes et les « nouveaux riches » de l'industrialisation, croissant au début du XX^e siècle, se traduit par une conception différente de la négociation. Les premières se distinguent en rappelant leur sens de l'honneur et du devoir, un héritage des temps révolutionnaires. À ce titre, elles prônent la négociation, alors que les nouveaux magnats industriels la refusent. C'est à Groton, une école pour les enfants des élites urbaines traditionnelles, qu'est transmis le sens du service public et du compromis. Est-ce un hasard si Groton accueille les enfants des familles Acheson, Alsop, Bundy, Harriman, Morgan, Roosevelt et Whitney, qui, à partir d'avril 1933, bâtissent le New Deal ? Défendue par J. Lears, cette hypothèse de la division ne fait pas l'unanimité. De façon plus traditionnelle dans le paysage historiographique, Alan Dawley estime que, au début du XX^e siècle, les élites étaient plus unies que désunies, les divisions se manifestant sur l'accessoire (l'accès au pouvoir politique) et non sur l'essentiel (la conservation du pouvoir économique). Ce débat autour de la transition entre la période progressiste et le New Deal enrichit l'ouvrage car il démontre toute la difficulté qu'il y a à penser l'interaction entre les sphères politiques et économiques. Les études postérieures, conduites par des journalistes, perdent en rigueur et en pertinence. Godfrey Hodgson esquisse maladroitement les grandes lignes d'un sujet pourtant décisif en s'intéressant aux élites qui investissent les centres de pouvoir de la politique étrangère tout au long du XX^e siècle. Cédant au plaisir facile de l'anecdote, sa démonstration sur la permanence d'une élite du pouvoir se limite à une dénonciation vague et classique des élites qui façonnèrent en secret le désastre vietnamien. L'article de Michael Lind est du même acabit. Reprenant des thèses déjà évoquées dans ses nombreux ouvrages, il vilipende la montée en puissance d'une élite économique sudiste, accusée de remettre en cause tous les acquis du New

Deal. Selon lui, on retrouve une dynamique Nord/Sud, identique à celle du XIX^e siècle. Cette vision cyclique de l'histoire est erronée : les hommes d'affaires, aussi bien dans le Nord que dans le Sud et l'Ouest, se sont opposés au New Deal car l'État fédéral modifiait le sens du processus de négociation qu'ils avaient cherché à mettre en place dès la fin du XIX^e siècle.

Finalement, l'ouvrage apporte, et c'était sans doute l'un des espoirs initiaux de S. Fraser et G. Gerstle, plus de questions que de réponses. Le sentiment mitigé qui demeure est lié à l'échelle nationale adoptée pour analyser les élites. Ce choix rend difficile l'analyse de l'interaction car il cantonne les articles à des généralités. Seules des études locales permettront de mieux comprendre les stratégies d'investissement du politique, façonnées par les élites économiques pour conserver et renforcer leur position dominante. Tout le mérite de l'ouvrage est de nous rappeler que beaucoup reste encore à faire pour parvenir à mesurer l'importance des élites dans la société américaine contemporaine.

ROMAIN HURET

1 - MATTHEW JOSEPHSON, *The robber barons*, New York, Harcourt/Brace & Company, 1934 ; FERDINAND LUNDBERG, *America's sixty families*, New York, Vanguard Press, 1937.

Cheryl Lynn Greenberg

Troubling the waters. Black-Jewish relations in the American century

Princeton, Princeton University Press, 2006, XIII-351 p.

Avec humour, Cheryl Greenberg reconnaît que son travail aurait été plus simple si elle s'était intéressée aux relations entre les Afro-Américains et les Grecs ou entre les populations juives et les communautés protestantes aux États-Unis. En posant un regard historien sur les rapports complexes entre les Afro-Américains et les Juifs, l'auteure s'attaque à un sujet éminemment polémique. Pour déminer le terrain, elle affiche dès les propos liminaires une ambition consensuelle. La nature de la relation entre les deux groupes est symbolisée davantage par la manifestation commune de Martin

Luther King et du rabbin Abraham Joshua Heschel dans les rues de Selma, en 1965, que dans les invectives régulières qu'échangent les réalisateurs Spike Lee et Woody Allen sur l'antisémitisme de l'un et le racisme de l'autre. Tout au long du XX^e siècle, les communautés juives et afro-américaines ont davantage combattu côte à côte qu'elles n'ont fait montre d'une défiance réciproque et violente. Tel est en tout cas le constat qui ressort de cette étude minutieuse des principales organisations juives et afro-américaines : l'American Jewish Committee (AJC), l'Anti-Defamation League (ADL) et l'American Jewish Congress dans le premier cas, la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) et la National Urban League (NUL) dans le second. Ensemble, depuis les années 1930, elles ont posé les bases d'une collaboration pour participer pleinement au projet libéral, défendu par le président Franklin D. Roosevelt dès son arrivée à la Maison Blanche. Ce combat commun n'exclut pas les tensions. Selon C. Greenberg, c'est autour de l'emploi et du logement que des dissensions apparaissent. Au sein de la communauté afro-américaine, il est reproché aux propriétaires juifs de magasins et de logements d'avoir des comportements discriminatoires à son encontre.

La Seconde Guerre mondiale avive fortement les tensions inter-communautaires. Toutefois, comme le rappelle l'auteure, des efforts sont alors entrepris pour responsabiliser les individus. En 1943, l'AJC lance une campagne publicitaire pour promouvoir les chefs d'entreprise juifs qui embauchent des employés afro-américains. Ce travail de terrain porte ses fruits au lendemain de la guerre, véritable âge d'or des relations entre les deux communautés, au cours duquel est créée la Leadership Conference on Civil Rights (LCCR) en 1951. Combattre toutes les formes de discrimination devient un mot d'ordre conjoint. De la lutte contre les lynchages au travail juridique en coulisses pour faire avancer les droits civiques, l'échange devient fructueux. De façon intéressante, C. Greenberg se penche sur les efforts entrepris pour promouvoir la fin de la ségrégation dans les salles de bowling. L'ADL et la NAACP créent, en 1947, un comité national avec pour objectif de mettre un terme aux